

Salaires, budget : tout peut changer... Mais pas sans nous !

5 NOVEMBRE – TOUS ET TOUTES EN GRÈVE ET MANIFESTATIONS

COMMUNIQUÉ >> MONTREUIL, LE 27 OCTOBRE 2026



La jeunesse nous a montré la voie ! Il n'est plus temps d'en rester au soutien au mouvement lycéen. Nous partageons sa colère, nous soutenons ses revendications et nous réclamons nous aussi un autre budget pour faire fonctionner les services publics et augmenter nos salaires. A nous désormais de nous mobiliser massivement le 5 novembre et au-delà.

AU MONDE DU TRAVAIL DE PRENDRE

LE RELAIS DE LA COLÈRE

La jeunesse se mobilise depuis des semaines. Mais les manifestations des 17 et 24 octobre ont montré que la colère dépasse les lycées et les universités. Salaires, services publics, conditions d'études, emplois : les revendications sont partout les mêmes ! Nous demandons d'autres choix politiques et un autre budget pour faire de la place à la jeunesse, à nos missions de service public et permettre des conditions de travail dignes pour les agents publics. Le 5 novembre, franchissons une nouvelle étape, à l'appel de l'intersyndicale interprofessionnelle : mettons-nous massivement en grève et manifestons !

NOUS AVONS TOUTES LES RAISONS

D'ENTRER DANS LA GRÈVE

Les fins de mois sont difficiles, nos salaires stagnent, nos carrières piétinent, nos services craquent. Nous devons faire toujours plus, avec des équipes sous tension et des moyens insuffisants. Notre engagement ne peut pas servir indéfiniment à compenser les postes manquants et les budgets amputés. Nous ne pouvons pas non plus supporter plus longtemps de voir nos salaires si bas quand les prix s'envolent. Pourtant le gouvernement refuse toute revalorisation du point d'indice et son projet de budget prévoit de nouvelles suppressions d'emplois et baisses de crédits. Ça ne peut plus durer ! Ne laissons plus la jeunesse porter seule la colère !

LE BUDGET N'EST PAS UNE FATALITÉ :

NOUS POUVONS GAGNER !

La colère est immense et la mobilisation n'a jamais été aussi forte. C'est le moment pour le monde du travail et plus particulièrement pour les agents publics de prendre le relais de la jeunesse. Oui un autre budget est possible. La justice fiscale et la remise à plat des aides publiques aux entreprises doivent permettre de financer les besoins sociaux, plutôt que de demander toujours de nouveaux sacrifices aux mêmes. Oui il est possible d'imposer d'autres choix au gouvernement. Il ne pourra pas rester immobile face à la puissance de la mobilisation populaire.

LA DÉMOCRATIE EST ATTAQUÉE : À NOUS DE LA DÉFENDRE !

Nous dénonçons fermement la répression des mouvements de jeunesse et la focalisation politico-médiatique sur les feux de poubelles et les vitres brisées. Bien sûr nous condamnons les violences, mais qui les a laissées faire ? En réalité, tous les signaux sont aux rouges et la

Ils et elles sont les professionnel·les de demain et nous saluons leur mobilisation et leur détermination.

Les travailleur·euses de nos secteurs ont aussi toutes les raisons de continuer à amplifier le mouvement.

Depuis plusieurs mois, nous subissons de plein fouet la baisse de l'activité, les coupes budgétaires et la dégradation de nos salaires et le manque criant de considération pour nos métiers.

À ces difficultés s'ajoutent de nouvelles menaces : nous savons que certain·es de nos employeur·euses envisagent de sacrifier les technicien·nes lors de la prochaine négociation sur l'assurance chômage.

Nous savons également que le PLF fait peser une menace sur des centaines d'emplois dans l'audiovisuel public, au sein des lieux labellisés et des équipes artistiques dans le secteur public du spectacle vivant. L'IA générative est utilisée par nos patron·es pour supprimer des postes et vider de leur sens nos métiers, notamment quand ils relèvent d'un statut d'auteur·rice.

Face à ces attaques répétées et à l'incertitude qui pèse sur notre avenir, nous ne pouvons pas rester silencieux·euses. Il est indispensable de nous mobiliser, de rendre nos professions visibles et de faire entendre nos revendications. Nous aussi, nous avons notre mot à dire et nous devons être entendu·es !

Construisons les grèves ces prochains jours

Comme depuis le début de la mobilisation, la CGT Spectacle appelle nos professions à se mettre en grève pour les prochaines dates de mobilisation, notamment samedi 24 octobre et à se rendre massivement dans les mobilisations pacifiques partout dans le pays.

Nous devons mettre à l'ordre du jour de l'agenda politique toutes les questions sociales qui se posent au niveau interprofessionnel et le combat contre les fascistes qui tentent de récupérer le mouvement.

Multiplions les AG et les initiatives partout sur les lieux de travail. Soyons prêt·es à construire une lutte sur le long terme et à suivre les différents appels à venir notamment en vue de construire une grève généralisée à partir du 5 novembre.

Notre fédération a la particularité de représenter une diversité de régimes et de statuts et, pour beaucoup de précaires qui ne sont pas salarié·es ou pour qui le travail se fait rare, la grève n'est pas possible. Nous devons donc utiliser d'autres outils pour continuer à construire le rapport de force et nous appelons dans ce sens la profession à construire des actions visibles partout où cela est possible.

La CGT Spectacle revendique :

- 1% du budget du PIB alloué aux politiques publiques de la culture
- Pas de licenciements économiques dans nos secteurs
- Le refinancement pérenne des services publics des arts et de la culture et de l'audiovisuel public



APPEL À LA GRÈVE

Paris, le 27 octobre 2026

MOBILISATION DU 5 NOVEMBRE 2026

NOUS POUVONS GAGNER SUR NOS REVENDICATIONS !

Depuis plusieurs semaines, lycéens, étudiants, travailleurs, privés d'emplois, retraités se mobilisent de manière convergente pour obtenir des réponses concrètes à leurs revendications.

Les cheminots sont directement touchés par de nombreuses difficultés aussi : ouverture à la concurrence, manque de moyens pour travailler, effectifs insuffisants, manque de financement pour l'infrastructure, salaires insuffisants.

Nos fédérations appellent toutes les cheminotes et tous les cheminots à se mettre massivement en grève le 5 novembre prochain.

Dans un contexte d'austérité budgétaire qui va amoindrir les droits des salariés, tout en préservant les plus avantageux, et ne donne pas de réelles perspectives au financement du ferroviaire, empreint d'autoritarisme de la part du gouvernement et d'une montée dangereuse de l'extrême droite, des stigmatisations et des propos haineux en France, la colère monte de toute part. Elle se traduit dans les rues ces dernières semaines avec :

- La jeunesse du pays, fortement mobilisée contre « Parcoursup » et un avenir confisqué pour obtenir des moyens humains et matériels afin d'étudier dans de meilleures conditions et déterminée à faire, très légitimement, entendre sa voix ! ;
- Les samedis citoyens contre la vie chère et le développement des services publics ;
- Les mobilisations dans les entreprises pour revendiquer des augmentations de salaire, plus d'emplois et de meilleures conditions de vie et de travail.

Au sein de la branche ferroviaire, et particulièrement dans le GPU, l'ouverture à la concurrence – que nous combattons – impacte le quotidien de nos collègues, notamment celles et ceux qui subissent les transferts dans de nouvelles entités. Dans ce cadre, les cheminots se mobilisent sous différentes formes pour leurs conditions de travail, de meilleurs salaires, le maintien de l'unité sociale et des garanties collectives ainsi que pour gagner des moyens financiers pour développer le réseau ferroviaire.

Sur les salaires, les fédérations syndicales du GPU appellent à se rassembler le 3 novembre prochain devant le siège de la direction à Saint-Denis, à partir de 11h00.

Le 10 juin dernier, le corps social cheminot s'est fortement mobilisé lors de la journée de grève unitaire à l'appel des quatre organisations représentatives. La direction n'a pas pris la mesure du mécontentement au sein de l'entreprise. Ce pourquoi, le 5 novembre prochain, dans l'unité la plus large, les quatre fédérations appellent tous les cheminots à la grève pour :

- L'ouverture de négociations sur les conditions de vie et de travail ;
- La mise en œuvre d'une politique Emploi permettant de s'assurer que, sur chaque chantier, les effectifs soient suffisants pour assurer une production ferroviaire en toute sécurité et avec de bonnes conditions de travail ;
- Le maintien de l'unité sociale du groupe et des droits et garanties des cheminots ;
- L'ouverture de réelles négociations salariales.

En nous mobilisant massivement, nous mettrons aussi sous pression ce gouvernement qui nous impose une asphyxie financière depuis trop d'années. Nous devons lui imposer plus d'argent public pour le ferroviaire, nos emplois et nos conditions de travail.

**SANS ATTENDRE, DÉPOSEZ MASSIVEMENT VOS DII.
PAR LA GRÈVE, IMPOSONS DES NÉGOCIATIONS !**

Sur les salaires !

- Augmenter le Smic, le point d'indice dans la Fonction publique (rattrapage de 400 €, rénovation des grilles statutaires, indexation sur l'inflation), les pensions et les *minima* sociaux et indexer les salaires et les prestations sociales sur les prix.
- Ouvrir de véritables NAO - négociations annuelles obligatoires - anticipées dans le privé et, notamment, à l'AFPA (perte de 24 % de pouvoir d'achat en 10 ans au regard de l'inflation) et dans les associations d'éducation populaire (depuis 2024, elles ont perdu 2,2 milliards d'euros de financements publics, et près d'une association sur deux déclare réduire sa masse salariale cette année).
- Gagner l'égalité salariale entre les femmes et les hommes.

Pour les services publics !

- Créer des postes de personnels enseignants pour garantir la baisse des effectifs par classe, de véritables remplacements pour garantir le maintien des enseignements.
- Créer des postes de titulaires pour répondre aux besoins de l'Enseignement supérieur et la Recherche publics et résorber la précarité.
- Rappeler l'ensemble des personnels non-titulaires non renouvelés et les titulariser toutes et tous sans condition de concours ni de nationalité.
- Créer des postes de personnels de vie scolaire, administratifs, de service santé- social, AESH ..., y compris pour mettre en application la loi intégrale contre les violences faites aux femmes et aux enfants.
- Exiger des moyens financiers et en postes pour les CROUS pour le repas à 1€.
- Abroger Parcoursup.
- Abroger les droits différenciés pour les étudiant-es extra-communautaires.
- Mettre en œuvre un plan d'urgence pour rénover l'ensemble du bâti public.

Pour la défense de l'emploi !

- Créer un statut Fonction publique pour les AESH et les AEd.
- Maintenir des financements pluriannuels garantissant des moyens humains et matériels suffisants dans les associations.
- Continuer à défendre l'AFPA, ses missions, ses centres et ses emplois, alors que la direction a fait le choix d'un nouveau plan de licenciement.

La FERC CGT appelle à poursuivre la mobilisation pacifique avec les jeunes, à mettre partout en débat les conditions de la construction du rapport de force pour gagner sur les revendications, à travailler la question de la grève sur tous les lieux de travail afin de préparer une journée intersyndicale de grève et de manifestation interprofessionnelle massive le 5 novembre.

Montreuil, le 20 octobre 2026

LE 5 NOVEMBRE 2026 A L'APPEL DE L'INTERSYNDICALE EN GRÈVE ET MOBILISÉS !

La colère monte, s'exprime et se voit. L'austérité n'a épargné aucun pan de la société prolétaire. Etudiants, lycéens, retraités, actifs, privés d'emploi, on veut nous faire payer la facture d'une politique assumée d'enrichissement des supposées élites de la nation.

Cette facture se fait au prix d'un renoncement à des recettes (cadeaux fiscaux aux entreprises, aux ultra-riches) mais surtout au prix de coupes budgétaires dans les dépenses sociales indispensables à notre société.

A cette asphyxie sociale, s'ajoutent un recul du pouvoir d'achat, la hausse du carburant et de l'énergie, la dégradation des conditions de travail, d'étude et des services publics.

Gouvernement et patronat misaient sur la résignation du peuple, les derniers mouvements et manifestations démontrent la détermination et le soulèvement de la classe travailleuse.

L'étincelle est bien là.

Exigeons des augmentations de salaires, des conditions de travail dignes.

Nous devons peser sur les choix politiques qui nous concernent.

**Le 5 novembre, la
Fédération CGT
Commerce et
Services appelle
l'ensemble des
travailleurs de
ses secteurs à se
mettre en grève
et à rejoindre les
cortèges CGT
dans chaque
département.**

Nous devons en finir avec les choix austères et injustes, imposons notre choix de société, celle d'une société juste, qui répartit les richesses en les redistribuant à celles et ceux qui la créent et non à ceux qui les confisquent.

Notre poids dépendra de notre capacité à nous mobiliser.

**Le 5 novembre, nous
devons être unis,
nombreux, visibles
et déterminés à mettre fin à ce
système à bout de souffle.**

Communiqué 23 octobre 2026

LE 5 NOVEMBRE, AMPLIFIONS LA MOBILISATION !

SALAIRES, EMPLOI, CONDITIONS DE TRAVAIL, SERVICES PUBLICS : NOS REVENDICATIONS DOIVENT ÊTRE ENTENDUES !

La CGT-FAPT appelle l'ensemble des salarié-es du secteur des activités postales et des télécommunications à se mobiliser massivement par la grève et les manifestations le 5 novembre, dans le cadre de la journée d'action interprofessionnelle unitaire.

Depuis plusieurs semaines, la colère sociale s'exprime avec force. Les mobilisations des 6, 8 et 13 octobre, le 14 octobre sur l'AGIRC ARCCO, puis celle du 17 octobre, ont démontré que les exigences de justice sociale, de pouvoir d'achat et de services publics restent au cœur des préoccupations.

Le 17 octobre a marqué une nouvelle étape dans l'élargissement de la mobilisation. Près de 800 000 personnes ont participé aux rassemblements et manifestations partout en France. Jeunes, salarié-es, privé-es d'emploi et retraité-es ont exprimé un rejet profond des choix politiques et économiques qui dégradent les conditions de vie, fragilisent les services publics et accroissent les inégalités au profit des plus riches.

Cette mobilisation confirme que la colère ne se limite pas à une profession ou à une génération.

La journée du 17 octobre a été marquée par des violences, des dégradations et une répression policière qui a touché de nombreux manifestant-es pacifiques. La CGT demande que toute la lumière soit faite sur ces faits. Les libertés syndicales, le droit de manifester et le droit de se mobiliser doivent être respectés. La réponse aux revendications sociales ne peut être la répression.

Les dégradations et les violences ne doivent pas davantage servir à détourner l'attention des revendications exprimées dans les cortèges.

Si le gouvernement veut faire baisser la colère, il faut qu'il réponde aux revendications qui s'expriment sur les salaires, les pensions, l'emploi, les conditions de travail, les services publics et une autre répartition des richesses.

Ce sont bien les choix budgétaires et le coût du capital qui sont en cause !

Dans les entreprises, amplifions les mobilisations et les arrêts de travail !

Dans le secteur des activités postales et de télécommunications, les salarié-es connaissent quotidiennement les conséquences de ces choix : salaires insuffisants, emplois supprimés, intensification du travail, dégradation des conditions de travail et remise en cause des missions de service public.

Pour augmenter les salaires
Pour des services publics de qualité
En soutien à la mobilisation
de la jeunesse
Contre la répression



En grève le 5 novembre !

Le gouvernement n'a répondu à aucune revendication des lycéen·nes et des étudiant·es, au bout de plusieurs semaines d'une mobilisation très large. Dans la droite ligne d'une politique assumée depuis dix ans, il répond par le mépris et la répression. Il est totalement responsable de l'explosion de la colère populaire. C'est avec le même mépris qu'il traite les revendications des salarié·es et qu'il détruit méthodiquement les services publics utiles à toute la population.

Le pouvoir est fébrile et fragilisé : c'est le moment d'augmenter la pression en rejoignant la mobilisation.

Pour obtenir des augmentations de salaire et un budget à la hauteur des besoins des services publics, pour stopper la surenchère autoritaire du gouvernement, soyons nombreux et nombreuses en grève et dans la rue le 5 novembre !

Manifestation 14 h





LE JEUDI 5 NOVEMBRE 2026



**EN GRÈVE & EN
MANIFESTATION !**

**FACE AU DÉCLASSEMENT INÉDIT ET AU MÉPRIS DU
GOUVERNEMENT, LE MONDE DU TRAVAIL SE MOBILISE.**

NOTRE COLÈRE EST IMMENSE !

Pouvoir d'achat en chute libre - Services publics gelés
Silence industriel - Menace climatique

POUR :

-  **OUVERTURE IMMÉDIATE DES NÉGOCIATIONS SALARIALES !**
-  **SMIC ET MINIMA SOCIAUX REVALORISÉS !**
-  **PENSIONS DE RETRAITE AUGMENTÉES !**
-  **ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES MAINTENANT !**
-  **PLANIFICATION INDUSTRIELLE ET ENVIRONNEMENTALE COHÉRENTE !**
-  **MOYENS POUR LES SERVICES PUBLICS !**
-  **JUSTICE FISCALE : TAXATION DES SUPER-DIVIDENDES !**



SOUTIEN AUX JEUNES : Leurs revendications doivent être entendues. Conditions dignes pour apprendre, se former, construire leur avenir.

**ALERTE SOLENNELLE AU GOUVERNEMENT ET AU
PATRONAT : REPONDEZ AUX URGENCES !**

Renseignez-vous auprès de votre syndicat CGT !

À La Poste, les restructurations et les suppressions d'emplois fragilisent les collectifs de travail et éloignent toujours davantage les services publics des populations. Dans les entreprises des télécommunications, les transformations permanentes, le projet de consortium et le dépeçage de SFR menace des milliers d'emplois, les réorganisations et les exigences de rentabilité dans l'ensemble du secteur pèsent sur les salarié-es. Dans les centres d'appels, les bas salaires et la dégradation des conditions de travail demeurent des réalités quotidiennes.

Les mobilisations engagées dans plusieurs entreprises du secteur comme à Armatix, Intelcia, La Poste, Orange, ATS (filiale de SFR), H2M... démontrent que des salarié-es se mobilisent pour leurs revendications et refusent de subir.

Il nous faut amplifier cette dynamique, multiplier les initiatives et faire converger les luttes.

Cela passe par des assemblées générales dans les services, les établissements pour construire les cahiers revendicatifs et décider collectivement des modalités d'actions.

Sans attendre, nous appelons à mettre en débat sur tous les lieux de travail, les propositions pour :

- **Augmenter les salaires**, le SMIC, les pensions, les minima sociaux et le point d'indice dans la fonction publique.
- **Obtenir des négociations salariales immédiates** dans les entreprises et les branches, gagner l'égalité salariale entre les femmes et les hommes et améliorer les déroulements de carrière.
- **Défendre l'emploi et les conditions de travail**, arrêter les réorganisations et mettre fin aux suppressions d'emplois qui dégradent la santé des salarié-es, exiger de l'emploi stable et qualifié et l'ouverture de négociation sur les organisations de travail, gagner la réduction du temps de travail.
- **Renforcer les services publics**, garantir l'accès de toutes et tous à la communication, avec un véritable service public postal et des télécommunications sur l'ensemble du territoire.
- **Réorienter les richesses vers les besoins sociaux**, plutôt que vers les dividendes, les exonérations de cotisations patronales, les cadeaux fiscaux et les profits des grandes entreprises.

La CGT FAPT appelle les salariés à interpellier les directions locales à partir de leurs revendications.

Les mobilisations de ces dernières semaines ouvrent des perspectives. À nous de les faire grandir pour imposer d'autres choix et gagner des avancées concrètes dans chaque service et entreprises. C'est possible !

Le 5 novembre, toutes et tous mobilisé-es pour nos salaires, nos emplois, nos conditions de travail et nos services publics !



Fédération nationale des salariés du secteur
des activités postales et de télécommunications CGT
263, rue de Paris - Case 545 - 93515 Montreuil Cedex
Tél. : 01 48 18 54 00 - C.C.P. Paris 20376 D
Site : www.cgt-fapt.fr Mail : fede@cgt-fapt.fr



LE 5 NOVEMBRE 2026 A L'APPEL DE L'INTERSYNDICALE EN GRÈVE ET MOBILISÉS !

La colère monte, s'exprime et se voit. L'austérité n'a épargné aucun pan de la société prolétaire. Etudiants, lycéens, retraités, actifs, privés d'emploi, on veut nous faire payer la facture d'une politique assumée d'enrichissement des supposées élites de la nation.

Cette facture se fait au prix d'un renoncement à des recettes (cadeaux fiscaux aux entreprises, aux ultra-riches) mais surtout au prix de coupes budgétaires dans les dépenses sociales indispensables à notre société.

A cette asphyxie sociale, s'ajoutent un recul du pouvoir d'achat, la hausse du carburant et de l'énergie, la dégradation des conditions de travail, d'étude et des services publics.

Gouvernement et patronat misaient sur la résignation du peuple, les derniers mouvements et manifestations démontrent la détermination et le soulèvement de la classe travailleuse.

L'étincelle est bien là.

Exigeons des augmentations de salaires, des conditions de travail dignes.

Nous devons peser sur les choix politiques qui nous concernent.

**Le 5 novembre, la
Fédération CGT
Commerce et
Services appelle
l'ensemble des
travailleurs de
ses secteurs à se
mettre en grève
et à rejoindre les
cortèges CGT
dans chaque
département.**

Nous devons en finir avec les choix austères et injustes, imposons notre choix de société, celle d'une société juste, qui répartit les richesses en les redistribuant à celles et ceux qui la créent et non à ceux qui les confisquent.

Notre poids dépendra de notre capacité à nous mobiliser.

**Le 5 novembre, nous
devons être unis,
nombreux, visibles
et déterminés à mettre fin à ce
système à bout de souffle.**

SALAIRE ET POINT D'INDICE, FLAMBÉE DES PRIX, PRÉCARITÉ,
CONDITIONS DE TRAVAIL, AVENIR DE LA JEUNESSE

FAISONS CONVERGER NOS COLÈRES : DÉCRÉTONS L'ÉTAT D'URGENCE SOCIAL DE LA FONCTION PUBLIQUE

Le 5 novembre, toutes et tous en grève !

Depuis un mois, la colère sociale s'exprime davantage dans notre pays. Les nombreuses actions de mobilisation et de grève à compter du 29 septembre ont réuni des centaines de milliers d'agent-es publics et de salarié-es pour les rémunérations, l'emploi et la Fonction publique. Les travailleuses et travailleurs du public et du privé se sont aussi retrouvé-es en solidarité et en soutien à l'expression de la colère des lycéen-nes et des étudiant-es, depuis la rentrée, pour dénoncer leurs conditions inadmissibles d'études, l'imposture de l'égalité des chances et leurs inquiétudes pour leur avenir.

Ces mobilisations ont une même exigence de justice sociale et expriment la nécessité de rompre avec des politiques d'austérité et libérales qui font peser toujours davantage les efforts sur les travailleurs et les travailleuses ainsi que les plus vulnérables. Nous savons, nous agent-es publics et salarié-es, ce que signifie l'austérité : gel du point d'indice, manque de personnel, manque de matériel, précarité accrue... À cela s'ajoutent des conditions de vie dégradées : faire le plein pour aller travailler, se chauffer, payer l'électricité et remplir son réfrigérateur devient toujours plus difficile. La dégradation des conditions de travail et le manque de reconnaissance salariale ne permettent plus à des milliers d'agent-es publics et de salarié-es de vivre dignement. Ce n'est d'ailleurs pas le projet du budget de l'État qui va rompre avec cette réalité.

En effet, ce dernier prévoit d'imposer 54 milliards d'économies supplémentaires dans les PLF et PLFSS. Ce budget du gouvernement Macron/Lecornu, travaillé et accompagné de la

main du patronat, est un affront aux revendications légitimes qui ne cessent de s'exprimer aussi bien dans la rue, devant les lycées et les facultés que dans tous nos services publics. Pire, la répression et l'entrave utilisées par le gouvernement pour discréditer et jouer le pourrissement des mobilisations sont des stratégies dangereuses et irresponsables.

Les événements de violences et de répression, survenus dans les mobilisations lycéennes et étudiantes comme dans les cortèges syndicaux et citoyen-nes, sont inacceptables. Ils fragilisent directement notre démocratie, nos libertés, et sont un terreau fertile pour les porteurs de haine et de divisions. La CGT réaffirme que c'est par l'organisation de celles et ceux qui travaillent et par la convergence des colères et des revendications que les actions déterminantes d'un rapport de force se construisent et se mènent sans violence. Pour autant, elle ne taira pas la violence sociale, économique et institutionnelle vécue par des milliers de travailleuses et travailleurs, étudiant-es, lycéen-nes et retraité-es.

Les efforts sont toujours demandés aux mêmes, et pendant ce temps ?

- 211 milliards d'euros versés aux entreprises en 2023, dont 75 milliards d'exonérations de cotisations patronales qui vont directement détériorer la sécurité sociale.
- Plus de 435 milliards pour la loi de programmation militaire afin de faire la guerre.

Et à nos exigences, ils répondent qu'il n'y a pas d'argent ?

Inadmissible !

**SALAIRES • CONDITIONS DE TRAVAIL
RECONNAISSANCE DE LA PÉNIBILITÉ**

**la
cgt**
transports

FÉDÉRATION NATIONALE
DES SYNDICATS
DE TRANSPORTS CGT

COLÈRE SOCIALE, CONSTRUISONS LA MOBILISATION !



**JEUNES
LYCÉENS
ÉTUDIANTS**



RETRAITÉS



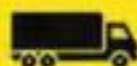
**TRAVAILLEURS
DES TRANSPORTS**



**PRIVÉS
D'EMPLOI**

**TOUS CONCERNÉS, TOUS MOBILISÉS
POUR NOS DROITS ET NOTRE AVENIR !**

**DES REVENDICATIONS CONCRÈTES
POUR VIVRE DIGNEMENT DE NOTRE TRAVAIL !**



France vit une fragilisation extrêmement inquiétante de l'État de droit : mise sous pression du droit de manifester, usage disproportionné de la force publique, accélération des réponses pénales et remise en question de l'indépendance de la justice, tentatives de discrédit des oppositions politiques... La banalisation de l'exception et la transformation du conflit social en problème de sécurité affaiblissent profondément les garanties démocratiques.

**LE 5 NOVEMBRE, GÉNÉRALISONS LA GRÈVE
IMPOSONS UN AUTRE BUDGET
POUR NOS SALAIRES,
NOS DROITS ET LES SERVICES PUBLICS !**

NOS EXIGENCES SONT CLAIRES :

- Augmenter immédiatement le point d'indice d'au moins 10%, l'indexer sur l'inflation et obtenir la refonte des grilles.
- Rétablir la GIPA, supprimer le jour de carence et revenir à 100% de rémunération en congé maladie ordinaire.
- Gagner l'égalité salariale entre les femmes et les hommes
- et revaloriser les métiers à prédominance féminine.
- Arrêter les suppressions d'emplois, recruter et titulariser à hauteur des besoins.
- Donner aux services les moyens de bien travailler : prévenir la souffrance au travail, réduire les surcharges et adapter les bâtiments au dérèglement climatique.

Dès maintenant, discutons avec nos collègues, réunissons-nous en assemblées générales et organisons la grève dans chaque service.

Faisons du 5 novembre un point d'appui pour élargir le mouvement et décider ensemble des suites.

Un préavis UFSE-CGT couvre les personnels de la Fonction publique de l'État du 1^{er} novembre au 31 décembre 2026, y compris les personnels en horaires décalés





Le 5 novembre 2026 Décidons de la grève partout ! Augmenter le point d'indice maintenant !

La Fédération CGT de la Santé et de l'Action sociale appelle les salarié-es et les agent-es à se saisir de l'appel intersyndical et interprofessionnel du 5 novembre les questions de pouvoir d'achat et à décider collectivement de la grève dans tous les établissements !

Le coût de la vie explose : nous avons de plus en plus de mal à nous alimenter correctement, à pouvoir nous déplacer même pour aller travailler, nous loger, cet hiver un grand nombre d'entre nous aurons du mal à nous chauffer...

...et le gouvernement veut faire 54 milliards d'économies sur le salaire des fonctionnaires, les services publics et les prestations sociales ! C'est insupportable !

CE QUE LE GOUVERNEMENT REFUSE AUX AGENT-ES, IL LE CONCÈDE AUX PLUS GRANDES ENTREPRISES :

→ Pour les agent-es public-ques, la facture tombe : le point d'indice, gelé depuis juillet 2023, le restera en 2027. Dans le même temps, la contribution exceptionnelle des très grandes entreprises sera ramenée à 5 milliards d'euros par an, contre 8 milliards jusqu'ici. Ces 3 milliards d'euros d'impôt en moins pour les grands groupes sont auraient pu être mis à contribution.

→ Et il faut rappeler :

- les 211 milliards d'aides publiques, d'allègement et d'exonérations de cotisations sociales par an qui nous manque fortement aujourd'hui dans nos services et pour nos salaires
- les 61 milliards de dividendes versés aux actionnaires au deuxième trimestre 2026
- que 10 % des personnes les plus riches détiennent 50 % des richesses !

ALORS QUE LE GOUVERNEMENT NOUS PARLE DE SACRIFICES, IL OUBLIE QUE LEUR POLITIQUE NOUS IMPOSE UNE TOUT AUTRE RÉALITÉ :

- Depuis février 2017, la valeur du point n'a progressé que d'environ 5 %, quand l'inflation cumulée devrait atteindre 24 % fin 2026 : le point a perdu 15,62 % de son pouvoir d'achat.
- Le SMIC ne permet plus de vivre dignement.
- Le salaire de nombreux personnels commence et stagne en dessous du SMIC : depuis la hausse du SMIC du 1^{er} juin, le traitement de 862 000 agent-es n'atteint désormais le SMIC que grâce à une indemnité différentielle
- Les qualifications sont de moins en moins reconnues : la smicardisation de la fonction publique touche près d'un agent-e sur sept, elle attaque toute la catégorie C et la catégorie B. En janvier, à la prochaine hausse du SMIC, les débuts de la catégorie A seront aussi sous le SMIC !
- L'inégalité salariale entre les femmes et les hommes est toujours une réalité.
- Les progressions de carrière se tassent, et de fait l'ancienneté, pourtant synonyme d'acquisition d'expérience, n'est plus.

→ De plus en plus de primes dépendant de la fonction, que l'on perd si l'on change de poste et qui ne comptent pas pour le calcul du montant de la retraite.

ALORS QUE LA CGT REVENDEQUE UN SALAIRE MINIMUM (SMIC) À 2 200 EUROS DANS LA FPH, VOILÀ LA RÉALITÉ DES PRIX !

- Le salaire d'un Agent des Services Hospitaliers Qualifiés (ASHQ, catégorie C) se situe au recrutement à 1 801 €
- Le salaire brut d'une aide-soignante (AS catégorie B) commence à 1 836,20 €
- Le salaire brut mensuel d'un infirmier en soins généraux (IDE, catégorie A) débute à 1 944,50 €

NOUS AVONS TOUTE LÉGITIMITÉ À EXIGER LES AUGMENTATIONS DE SALAIRES ET DU POINT D'INDICE DONT NOUS AVONS BESOIN ET QUE NOUS VALONS !

- Augmentation du point d'indice pour le porter à 6,50 euros
- Reconnaissance des qualifications
- Amélioration des carrières sans quota
- Égalité salariale femmes-hommes

LA CGT REVENDEQUE DES SALAIRES EN LIEN AVEC LE NIVEAU DE QUALIFICATION

- Non diplômé-e - SMIC : 2 200 €
- BEP-CAP - 1,2 x SMIC : 2 640 €
- BAC - 1,4 x SMIC : 3 080 €
- BTS-DUT (BAC +2) - 1,6 x SMIC : 3 520 €
- Licence (BAC + 3) : 1,8 x SMIC : 3 960 €
- Master (BAC +5) - 2 x SMIC : 4 400 €
- Doctorat (BAC + 8) - 2,3 x SMIC : 5 060 €

Nos métiers, nos missions ont de la valeur

En scannant le QR Code ci-contre, vous pouvez évaluer ce que vous auriez comme salaire actuellement sans le gel de la valeur du point d'indice depuis 2010 et sans indexation des salaires sur les prix :





Paris, le 22/10/2026

Nous avons des choses à dire !

Appel à la grève le 24 octobre et préparation d'une grève massive généralisée le 5 novembre et au-delà.

La mobilisation interprofessionnelle est massive, mais aucune réponse du Gouvernement !

Le mouvement initié par les lycéen·nes puis rejoint par les étudiant·es, s'est désormais élargi pour devenir une mobilisation interprofessionnelle. Les revendications convergent : le refinancement des services publics, la lutte contre les violences policières, l'augmentation des salaires et des rémunérations, le combat contre la vie chère...

Avec près de 800 000 personnes mobilisées dans les rues en France, le mouvement prend une ampleur considérable. Par son caractère massif et la convergence des luttes qu'il incarne, il s'inscrit d'ores et déjà dans une dynamique de mobilisation historique !

Sébastien Lecornu et Emmanuel Macron baignent dans la réponse sécuritaire, pour autant personne n'est dupe : aucune réponse aux revendications sociales n'a encore été donnée et l'heure est toujours à l'austérité pour le projet de loi de finances (PLF) et projet de loi de financement de la sécurité sociale (PLFSS). C'est inacceptable !

La mobilisation doit donc se renforcer !

La CGT Spectacle salue les assemblées générales qui se multiplient ces derniers jours notamment chez les étudiant·es de nos secteurs, qui ont appelé à la convergence avec les travailleur·euses.

UNE COLÈRE QUI S'EXPRIME PARTOUT EN FRANCE

La situation sociale dans le pays s'est considérablement dégradée. Les jeunes, les retraités, les travailleurs et les privés d'emplois subissent depuis plus de 10 ans des politiques qui favorisent le capital et le patronat. Pendant que les riches s'enrichissent, les salaires stagnent, le pouvoir d'achat recule et les conditions de travail se dégradent.



6 OCTOBRE

Les lycéens et les étudiants se mobilisent pour leur avenir et leurs conditions d'enseignement, avec une forte manifestation accompagnée par la CGT.



14 OCTOBRE

Les retraités exigent la revalorisation de leurs pensions de retraite, pour eux et pour tous les futurs retraités.



17 OCTOBRE

Plus de **800 000** personnes ont manifesté contre la vie chère, accompagnées par la CGT.

Les salariés des transports ne peuvent pas rester en marge de ce fort mécontentement social. Nous devons transformer la colère légitime en revendications et organiser les salariés afin de faire de cette colère une mobilisation, par la grève partout où c'est possible, en nous appuyant sur les cahiers revendicatifs d'entreprises et de branches.

TROIS RENDEZ-VOUS POUR CONSTRUIRE LE RAPPORT DE FORCE !

1 24 OCTOBRE

**RENFORÇONS
LES MOBILISATIONS
DANS LES TERRITOIRES**

Répondons aux organisations de la CGT dans les territoires afin de renforcer l'organisation et l'encadrement des manifestations qu'elles organisent.

2 5 NOVEMBRE

**UNE JOURNÉE NATIONALE
DE MOBILISATION
ET DE GRÈVE**

Multiplier les appels à la mobilisation et à la grève pour exiger des augmentations de salaires et l'amélioration des conditions de travail. Un point d'appui pour la semaine d'action fédérale.

3 16 AU 20 NOVEMBRE

**UNE SEMAINE NATIONALE
D'ACTIONS CGT TRANSPORTS**

**LE 20 NOVEMBRE
FAISONS DE LA GRÈVE
UN TEMPS FORT DANS TOUTES
NOS BRANCHES !**



FAITES REMONTER VOS INITIATIVES !

Pour mesurer l'implication de nos bases syndicales, merci de nous faire remonter vos initiatives dans la période :

<https://forms.gle/tGNPR5neBmuL6Fi68>

**ENSEMBLE,
DANS LES
TRANSPORTS
COMME PARTOUT !**



5 NOVEMBRE : TOUTES ET TOUS MOBILISES !

Après consultation des syndicats, la FTM et les Fédérations CGT de l'Industrie avaient décidé de faire du 5 novembre une grande journée nationale d'actions pour l'industrie, afin de porter nos revendications sur l'avenir de nos filières industrielles.

Depuis, le contexte a évolué. La mobilisation des lycéennes et lycéens, partout en France, place au cœur du débat public les conditions dans lesquelles ils étudient afin de ne pas hypothéquer leur avenir.

C'est pour ces raisons que la Fédération appelle ses syndicats, syndiqués et les salariés à rejoindre massivement les rassemblements prévus dans vos départements.

Ce mouvement, largement soutenu par la population, vient rejoindre la grogne sur la perte de pouvoir de consommation. La réponse à cette problématique passe par l'augmentation des salaires et le retour de l'échelle mobile des salaires, revendiqué par notre Fédération.

C'est dans ces conditions que la journée du 5 novembre a été reprise au niveau confédéral, dans un cadre intersyndical, avec plusieurs mots d'ordre revendicatifs.

Réunie le 8 octobre, la Direction Fédérale a donc décidé de reporter notre journée d'actions spécifiquement consacrée à l'industrie au début de l'année 2027.

Ce report ne remet évidemment pas en cause la mobilisation du 5 novembre. Par conséquent, la Fédération appelle l'ensemble de ses syndicats à créer, dès maintenant, les conditions permettant aux syndiqués et aux salariés de se mettre en grève afin de participer massivement aux rassemblements et manifestations organisés dans leurs départements.

Le 5 novembre doit être une nouvelle étape de mobilisation pour faire entendre les revendications des salariés et construire le rapport de forces nécessaire face aux politiques qui fragilisent le monde du travail.

Dans le même temps, le travail engagé sur l'industrie va se poursuivre. La Fédération rencontrera prochainement les autres Fédérations CGT de l'Industrie afin de leur proposer une nouvelle date au début de l'année 2027 et de poursuivre ensemble la préparation d'une grande journée nationale d'actions spécifiquement consacrée aux enjeux industriels.

Nous avons besoin de maintenir la dynamique engagée dans les syndicats et les territoires.

Dès maintenant, préparons la mobilisation du 5 novembre et créons les conditions pour être le plus nombreux possible dans les rassemblements départementaux !

LE 5 NOVEMBRE TOUS EN GREVE



5 novembre : amplifier les grèves pour gagner !

Depuis le 29 septembre, les mouvements sociaux se sont démultipliés. Agent-es de la Fonction publique, lycéen·nes, étudiant·es, retraité·es, salarié·es de l'industrie, des services et du commerce, de l'associatif revendiquent des hausses de salaires et de pensions, des moyens pour les services publics, le développement de l'emploi stable et qualifié...

Un point commun : la remise en cause de la répartition des richesses produites par le monde du travail et dont la majorité ne sert l'intérêt que d'une caste de privilégié·es, les grandes entreprises, les ultra-riches et leurs dividendes (61 milliards d'euros ces 6 premiers mois pour le CAC 40).

À cela, le gouvernement n'apporte que deux réponses !

→ **Des projets de budgets de l'État et de la Sécurité sociale 2027, qui feront une nouvelle fois payer les salarié·es, les retraité·es, et les malades.** Alors même que beaucoup d'entre nous doivent choisir entre faire le plein de carburant ou faire ses courses, le budget Lecornu prévoit 54 milliards d'efforts budgétaires qui pèseront directement sur les budgets des familles et sur les services publics déjà exsangues. C'est la réduction des recettes organisée, avec la baisse de la taxe exceptionnelle sur les hauts revenus de 7 à 5 milliards et de nouveaux cadeaux aux grands groupes. Alors que les entreprises bénéficient de milliards d'aides publiques, des milliers d'emplois sont supprimés. Cet argent doit servir à maintenir et créer des emplois de qualité et qualifiés, relocaliser notre industrie et investir dans la transition écologique, et pas à réaliser des licenciements boursiers !

→ **Une répression totalement démesurée, notamment sur le mouvement de jeunesse** pour créer un climat de peur et étouffer les revendications légitimes : emploi d'armes disproportionnées qui entraînent de multiples mutilations, passages et gazages de manifestant·es pacifiques pour empêcher la tenue de mobilisations, atteinte à l'intégrité de responsables syndicaux·ales, etc.

Par son refus obstiné de répondre aux revendications portées massivement de manière pacifique, c'est le gouvernement qui porte la responsabilité politique de la montée des violences observées ces derniers jours.

Malgré cette répression, les manifestations font le plein et démontrent la force de ce mouvement. Comme syndicalistes, nous savons que pour gagner il faut aussi que la grève soit massive. À nous de convaincre nos collègues que la grève, qui est un droit constitutionnel, est un moyen nécessaire dans la mobilisation en cours. Le 5 novembre soyons tous et toutes en grève !

Il y a urgence à répondre aux revendications !

5 Novembre 2026

Ensemble, par la grève, faisons de ce jour une mobilisation historique !

Alors que la gronde se fait entendre dans tout le pays, que les mobilisations se multiplient et s'amplifient, le projet de loi de finances 2027 prévoit encore et toujours de faire payer les salarié-es, les retraité-es, les malades, plutôt que les entreprises et les ultras-riches (211 milliards d'aides aux entreprises, 60 milliards d'euros versés aux actionnaires du CAC40 sur le premier semestre 2026, etc).

Les choix du gouvernement vont encore peser sur nos vies et nos droits : se soigner correctement, vivre dignement de son salaire ou de sa pension, compter sur des services publics accessibles sur tout le territoire... **ce sont des droits essentiels à garantir, pas des économies à réaliser !**

La situation actuelle est le résultat d'une politique au profit de la finance, du capital donc des ultra riches tout en voulant en faire porter la responsabilité aux dépenses sociales.

En tant qu'agent-es publics, notre pouvoir d'achat s'effondre du fait notamment du gel pluriannuel de la valeur du point d'indice (base de calcul de nos salaires), de l'arrêt du versement de la GIPA ou encore de l'instauration du jour de carence et de la baisse de 10 % de la rémunération versée aux agent-es qui sont en congé maladie ordinaire...

À la DGFIP, le NRP2 c'est l'abandon de nouveaux territoires, qui se cumule avec l'annonce de 175 nouvelles suppressions d'emplois injustifiables ! Là encore, le choix du gouvernement est de continuer d'éloigner les usagers des services publics et les agents de leur lieu de travail, accentuant de fait une fracture sociale déjà très profonde. À l'annonce du NRP2, dans certains territoires les agents se sont déjà fortement mobilisés.

L'heure du rassemblement a sonné ! Rassemblons nos colères et nos revendications, faisons revivre ce métier oublié des crieurs publics :

Oyé Macron, « entends-tu ces cris sourds du pays qu'on enchaîne » ?

Macron et son gouvernement sont à bout de souffle, **nous avons un pied dans la porte**. Dans la jeunesse et les services publics, de nombreuses mobilisations sont en cours. Dans le secteur de l'Énergie, la mobilisation a déjà payé !

Nous, agents des finances publiques, toutes et tous, rejoignons la mêlée. Nous avons les mêmes revendications sur le pouvoir d'achat, les emplois, le bâtimentaire, etc. **La balle est dans notre camp !** Poussons fort par la mobilisation et par la grève générale pour faire céder le gouvernement sur nos revendications, construisons le "tous ensemble" pour gagner !

LE 5 NOVEMBRE 2026,

**toutes et tous en grève et dans la rue pour faire de cette journée,
une journée HIS-TO-RIQUE !**

